

*Les crédits*

En particulier, l'un des aspects les plus controversés de son programme réside dans le Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest. Depuis sa création, le gouvernement conservateur ne cesse de prétendre que le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien est la solution à tous les problèmes économiques de la région. L'annonce juste avant les élections générales de 1988, du programme en question a été entourée de tout un battage publicitaire. Il devait regrouper deux programmes, le Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest, annoncé en 1987, et le programme d'ententes de développement économique et régional, lancé par les libéraux au début des années 1980.

La valeur totale de ces programmes devait dépasser les 2,8 milliards de dollars. À ce moment-là, le premier ministre a déclaré que le programme d'ententes de développement économique et régional demeurerait intact, et qu'on aurait recours à de l'argent frais, afin de financer le Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest. Comme par hasard, à la veille des élections, entre 1987 et 1988, le gouvernement a promis de nombreuses mesures aux habitants de l'Ouest. La vérité, c'est que le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest n'a pas tenu ses promesses. Au lieu d'injecter les capitaux si nécessaires dans cette région, ce programme n'a jamais atteint les objectifs qu'on lui avait fixés publiquement.

Songeons notamment que huit mois avant les élections de 1988, le Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest avait approuvé des projets totalisant 400 millions de dollars. Mais pendant l'exercice qui a suivi les élections, le gouvernement a indiqué qu'il ne consacrerait que 136,8 millions de dollars à cette fin. L'an dernier, le ministre chargé de la diversification de l'économie de l'Ouest nous a assurés que tout était en place et que 253 millions de dollars seraient dépensés à ce chapitre. Or, nous apprenons maintenant qu'il ne pourra respecter son engagement qu'à 54 p. 100.

Nous voyons, à la partie III du budget des dépenses que le gouvernement a encore promis 252 millions pour l'exercice actuel. Que renfermera le budget l'an prochain?

Puisque ces statistiques sont importantes, je ferai comme le ministre de l'Agriculture, qui aimait tant citer des statistiques dans son exposé, pour que les Canadiens sachent bien ce que le gouvernement fait chaque année.

On a évalué à 98,87 millions de dollars les dépenses du gouvernement dans l'Ouest au cours de l'exercice 1987-1988. En fait, il n'a dépensé que 47,057 millions de dollars ou 47 p. 100 de ce qu'il avait prévu. Ces chiffres

nous aident à comprendre que les fonds manquent de plus en plus dans l'Ouest à cause des décisions que le gouvernement fédéral a prises.

L'année suivante, en 1988-1989, l'année des élections, le gouvernement avait promis 293 427 000 \$ à l'Ouest. Après les élections, il n'a dépensé dans cette région que 75 300 000 \$ ou 25 p. 100 de ce qu'il avait prévu. En 1989-1990, le ministre a déclaré à la Chambre : « Cette année, je vais dépenser 252 999 000 \$. » Nous voyons maintenant qu'il a dépensé 136 millions de dollars ou 54 p. 100 de cette somme.

Cette année, dit-il, il dépensera 251 millions de dollars, mais nous ne savons pas quand. Donc, le montant cumulatif théorique des dépenses s'établit à environ 850 millions de dollars, mais en réalité, les dépenses n'ont totalisé que 250 millions de dollars.

Le gouvernement donne moins que ce qu'il dit à l'ouest du Canada. Il a en plus le culot de défilé toute une série de statistiques sur l'aide qu'il accorde aux agriculteurs. Il ne fait pas assez pour les agriculteurs. Il ne fait pas assez pour diversifier l'économie de l'ouest du Canada et les deux ministres responsables de cette incurie sont le ministre de l'Agriculture et le ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.

Je veux maintenant parler très brièvement d'un autre problème qui frappe l'ouest du Canada, à savoir la hausse des tarifs postaux. L'Union des municipalités du Manitoba a porté à l'attention du gouvernement et de l'opposition que la hausse des tarifs postaux allait avoir de graves effets négatifs sur les quotidiens.

Au Manitoba, par exemple, le *Brandon Sun* a déjà subi le contrecoup de ces hausses. Le journal devra faire passer ses tarifs d'abonnement postal de 114 \$ à 220 \$. La direction du journal essaie de trouver d'autres solutions, notamment la livraison des journaux à certains points précis. Il restera quand même un certain nombre de journaux qui devront être expédiés à l'intérieur de la province.

Le directeur des ventes souligne que Postes Canada lui a donné un préavis de deux jours seulement avant la hausse. C'est un dur coup pour les journaux qui constituent un mode de communication important dans les régions rurales et, en plus, le moment est très mal choisi. Cela ressemble fort à une nouvelle attaque contre le Canada rural.

• (1430)

Ces derniers mois, il y a eu beaucoup de discussions à la Chambre sur le déclin de la qualité de la vie dans l'Ouest. À mon avis, il y a deux facteurs à cela. Le premier est une